

Royaume du Maroc



Institut Royal de la Culture Amazighe

CONTRAT

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Relatif à :

**MAINTENANCE DU SYSTEME D'IDENTIFICATION, DE PROTECTION
ANTIVOL ET D'AUTOMATISATION DES PRETS-RETOURS DES
DOCUMENTS DE LA BIBLIOTHEQUE DE L'IRCAM**

Table des matières

Article 1. Objet du contrat	3
Article 2. Maitre d'ouvrage.....	3
Article 3. Lieu des prestations.....	3
Article 4. Pièces constitutives du contrat qui découlera de l'appel d'offres.....	3
Article 5. Référence aux textes généraux	3
Article 6. Validité du marché.....	3
Article 7. Consistance des prestations	4
Article 8. La maintenance curative et évolutive (Prix N°1 du Bordereau des prix).....	4
Article 9. Maintenance préventive (Prix N°2 du Bordereau des prix).....	4
Article 10. Réception provisoire et définitive	5
Article 11. Durée du marché.....	5
Article 12. Modalité de règlement.....	6
Article 13. Pénalités de retard	6
Article 14. Cautionnements définitif – retenue de garantie.....	6
Article 15. Composition des prix.....	6
Article 16. Droit de timbres et d'enregistrement	7
Article 17. Révision des prix.....	7
Article 18. Impôts et taxes	7
Article 19. Représentation fiscale	7
Article 20. Responsabilité du titulaire.....	8
Article 21. Domicile du titulaire	8
Article 22. Instructions – lettres – documents.....	8
Article 23. Langue du marché qui découlera du présent contrat	8
Article 24. Règlement des litiges.....	8
Article 25. Liquidation du marché - Nantissement	9
Article 26. Résiliation du contrat.....	9
Article 27. Confidentialité	9
Article 28. Annexe 1 : Bordereau des prix – Maintenance.....	10

Article 1. Objet du contrat.

Le présent contrat a pour objet la maintenance du système d'identification, de protection antivol et d'automatisation des prêts-retours des documents de la bibliothèque de l'IRCAM.

Article 2. Maître d'ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage du présent contrat est l'Institut Royal de la Culture Amazighe, désigné ci-après par l'IRCAM.

Article 3. Lieu des prestations

Les lieux de réalisation des prestations du présent contrat sont :

- Le siège de l'IRCAM sis à Avenue Alla El Fassi, Madinat Al Irfane, Hay Ryad, B.P. 2055 – Rabat.

Article 4. Pièces constitutives du contrat

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
- Bordereaux des prix global ;
- Le CCAG-EMO applicable aux marchés des services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre approuvé par le décret N°2-01-2332 du 4 Juin 2002.

Article 5. Référence aux textes généraux

Le titulaire est soumis aux textes administratifs en vigueur au Maroc, notamment en ce qui concerne l'emploi de la main d'œuvre, les transports et la fiscalité.

Il restera en particulier soumis aux textes suivants :

- Le règlement N° 2524 du 21/07/2014 fixant les conditions et les formes de passation des marchés et commandes de l'IRCAM.
- CCAG – EMO approuvé par le décret 2-01-2332 du 4 juin 2002.

D'une manière générale, le titulaire reste soumis aux lois et textes en vigueur au Maroc en rapport avec les prestations du marché qui découlera de cet appel d'offres.

Le fournisseur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 6. Validité du contrat

Le présent contrat prend effet après l'expiration de la période de garantie d'une (1) année du marché de Fourniture, Installation et mise en œuvre du progiciel de gestion intégrée des ressources humaines.

Un ordre de service notifiera au titulaire le commencement des travaux de la maintenance objet du marché qui découlera du présent appel d'offres.

Article 7. Consistance des prestations

La maintenance, objet du présent contrat, vise à assurer le bon fonctionnement du système d'identification, de protection antivols et d'automatisation des prêts-retours des documents de la bibliothèque de l'IRCAM. A cet effet, le titulaire s'engage à mettre en place tous les moyens et structures nécessaires pour atteindre cet objectif.

Le titulaire doit assurer tout type d'interventions demandées par l'IRCAM, sur simple appel téléphonique ou/et par mail/télécopie, pour remédier aux problèmes entravant le bon fonctionnement du système objet de la maintenance.

Les prestations de maintenance offertes dans le cadre du présent appel d'offre sont :

- Maintenance curative et évolutive ;
- Maintenance préventive.

Article 8. La maintenance curative et évolutive (Prix N°1 du Bordereau des prix)

Le Titulaire fournira cette prestation en un travail sur site de l'IRCAM, avec un taux journalier. Il est entendu par un travail sur site de l'IRCAM un système de « compte journées » par année, permettant à l'IRCAM d'acquiescer des prestations à sa demande en fonction de ses besoins.

Ces travaux sont déclenchés par demande d'intervention qui en précise le cahier des charges, les délais et les charges.

Ces journées seront facturées par le Titulaire sur la base de la Demande d'Intervention de l'IRCAM.

Le délai d'intervention du soumissionnaire ne doit pas dépasser les délais fixés dans la demande d'intervention.

Seules les journées consommées effectivement par le client sont payées.

A la fin de chaque intervention, un rapport doit être soumis à l'IRCAM et comprendra entre autres:

- La nature de l'intervention ;
- Le détail des travaux d'entretien réalisés ;
- Les problèmes rencontrés ;
- Les solutions adoptées ;
- Les mises à jour des documents techniques ;
- Les recommandations.

Article 9. Maintenance préventive (Prix N°2 du Bordereau des prix)

Le Titulaire doit assurer une maintenance préventive qui consiste à tenir et exécuter un programme d'entretien préventif périodique permettant d'assurer un bon fonctionnement du Système objet de la maintenance.

La maintenance préventive se fait par opération à hauteur d'une opération par trimestre. La première opération doit être effectuée le lendemain de la date de notification du marché. Les autres opérations doivent être systématiques à raison d'une intervention chaque 3 mois. Une opération doit être faite dans un délai maximal de 15 jours.

Le but de ce contrôle périodique est d'assurer un fonctionnement optimum de la solution et d'éviter les pannes inopinées. L'entretien préventif doit comporter au moins les services suivants pour l'ensemble de la solution:

- Diagnostiquer le système objet de la maintenance ;
- Détecter les anomalies et y remédier avant qu'une défaillance ne se produise ;
- Application des nouveaux correctifs et patches.

A la fin de chaque intervention, un rapport doit être soumis au maître d'ouvrage et comprendra entre autres :

- Le détail des travaux d'entretien réalisés ;
- Les interventions réalisées dans un objectif d'anticipation des pannes ;
- Les problèmes rencontrés ;
- Les solutions adoptées ;
- Les mises à jour des documents techniques ;
- Les recommandations ;
- Tous manuels d'utilisation utilisés lors de l'intervention.

Article 10. Réception provisoire et définitive

La réception provisoire partielle aura lieu à la fin de chaque année du contrat qui découlera du présent appel d'offres.

La réception définitive aura lieu à la fin de la durée du contrat qui découlera du présent appel d'offres.

Article 11. Durée du contrat

Le présent marché est établi pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction pour une période de trois (03) ans.

Article 12. Modalité de règlement

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de la facture annuelle établis par le prestataire en application des prix du bordereau des prix aux quantités réellement exécutées.

Le montant de chaque facture est réglé au prestataire de service après réception provisoire par le maître d'ouvrage des prestations objet du contrat.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage s'acquittera des sommes dues dans un délai de 60 jours fin de mois à compter de la réception de la facture au bureau d'ordre de l'IRCAM.

Article 13. Pénalités de retard

Tout retard, par rapport au délai fixé au niveau de chaque demande d'intervention, donnera lieu à l'application d'une pénalité de retard égale à 3/1000 du montant du contrat (TTC) par jour calendaire de retard. Cette pénalité sera déduite d'office des sommes dues au titulaire et ce sans mise en demeure préalable. Cette pénalité est, toutefois, limitée à 10% du montant du contrat.

Article 14. Cautionnements définitif – retenue de garantie

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du contrat. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du contrat.

Le cautionnement définitif est restitué à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de réception définitive du présent contrat de maintenance.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 15. Composition des prix

Les prix du contrat sont établis conformément aux dispositions de l'article 34 du C.C.A.G – EMO.

Il est expressément spécifié que tous les prix du bordereau comprennent :

- Toutes fournitures ;
- Tous frais de préparation, de conditionnement ;
- Tous frais de manipulation, de déplacement et de transport de la fourniture et main d'œuvre,
- Tous risques et sujétions pouvant résulter des conditions du marché ;
- Tous les frais relatifs aux opérations de vérifications ;
- Tous les frais nécessités par les essais épreuves ou retouches imposés par le cahier des prescriptions spéciales et essais divers éventuels des fournitures qui n'auraient pas satisfait aux conditions ou spécifications imposées ;
- Tous les droits de douane, de ports, de régies, brevets taxes y compris la T.V.A et en général tous les impôts ou taxes imposés par les règlements de l'Etat ou d'autres collectivités publiques ;
- Tous les frais généraux, assurances, faux frais et bénéfices ;
- Tous les frais de logistique, documentation et autres supports à engager par le titulaire. (en particulier, les frais de duplication des CDROM et /ou DVD) ;
- Tous les frais de timbre et d'enregistrement relatifs à l'appel d'offres ;
- Tous les frais de main d'œuvre ;
- Et d'une manière générale, tous les frais entraînés par l'application de l'appel d'offres.

L'offre de prix du soumissionnaire devra être présentée conformément au modèle du bordereau des prix global.

Article 16. Droit de timbres et d'enregistrement

Le Titulaire acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 17. Révision des prix

Les prix du présent contrat sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

Article 18. Impôts et taxes

Le titulaire du contrat qui découlera de cet appel d'offres est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera

tous les impôts, droits, taxes et autres charges imposées en vertu du droit applicable au Maroc, notamment :

- La retenue à la source de 10% calculée sur le montant total hors taxes de toute prestation facturée par le titulaire étranger non résidant au Maroc. Cette retenue à la source sera prélevée et versée par l'IRCAM directement au Trésor marocain.
- La TVA 20% (taxe sur la valeur ajoutée) aux taux en vigueur.

Article 19. Représentation fiscale

Le titulaire du contrat est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc.

Pour les entreprises étrangères et conformément au code général des impôts relatif à la taxe sur la valeur ajoutée, le titulaire doit accréditer auprès du Ministère des Finances du Royaume du Maroc un représentant domicilié au Maroc pour effectuer pour son compte les formalités fiscales notamment :

- L'établissement de sa déclaration d'existence au titre de la TVA ;
- La déclaration et le paiement de la TVA au Trésor marocain.

A cet effet, le titulaire du marché qui découlera de cet appel d'offres devra remettre à l'IRCAM, une attestation de représentation fiscale dûment signée et acceptée par le titulaire et son représentant fiscal, ainsi que le document attestant la déclaration d'existence au titre de la TVA.

Article 20. Responsabilité du titulaire

Le titulaire restera seul et entièrement responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage de la réalisation complète des prestations objet du marché qui découlera du présent appel d'offres.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser une livraison dont l'exécution n'est pas conforme aux règles de l'art ou qui ne répondrait pas aux qualités définies dans l'appel d'offres ou aux engagements pris par le titulaire postérieurement à la soumission.

Article 21. Domicile du titulaire

Toutes notifications relatives au titulaire lui seront valablement faites à l'adresse notifiée lors de sa soumission.

Article 22. Instructions – lettres – documents

Le titulaire se conformera strictement aux ordres de services, lettres et instructions qui lui seront adressés par le Maître d'Ouvrage. Il sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour une exécution contraire à la volonté du Maître d'Ouvrage ou pour justifier un retard dans l'exécution du marché. Il sera tenu de vérifier tous documents qui lui seront adressés ou remis par le Maître d'Ouvrage et plus précisément, il doit vérifier les côtes et signaler en temps voulu toutes erreurs qui auraient pu se glisser dans ces pièces écrites. Toutes les lettres lui seront adressées au domicile ou à l'adresse notifiée lors de sa soumission.

Article 23. Langue du contrat qui découlera du présent appel d'offres

Le français est la langue de base retenue pour le contrat. Elle fera foi pour l'ensemble des actes liés audit marché.

Les rapports entre le titulaire et le maître d'ouvrage, correspondances, notes de calcul, plans d'exécution, notices d'entretien, catalogues ou tout autre document, devront être établis uniquement en langue Française et en bonne et due forme.

Article 24. Règlement des litiges

Les services du maître d'ouvrage et le titulaire, feront tous les efforts nécessaires pour régler à l'amiable, les différends ou litiges survenant entre eux au titre du marché qui découlera de cet appel d'offres.

Tout litige éventuel sera réglé dans le cadre des dispositions du C.C.A.G.EMO. En cas de litiges non réglés à l'amiable, il sera fait appel à la procédure judiciaire marocaine en vigueur.

Article 25. Liquidation du contrat - Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du contrat qui découlera de cet appel d'offres, il est précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du contrat qui découlera de cet appel d'offres est opéré par les soins de Monsieur le Recteur de l'IRCAM et Monsieur l'Agent Comptable nommé auprès de l'IRCAM ;
- Le responsable chargé de fournir au titulaire du contrat ainsi qu'au bénéficiaire de nantissement ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du Dahir

du 19 février 2015 portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics est de Monsieur Le Recteur de l'IRCAM ou son délégataire ;

- Les paiements prévus au contrat sont effectués par Le Recteur de l'IRCAM ou son délégataire et Monsieur le Trésorier Payeur ou son délégataire, seuls qualifiés pour recevoir les significations des créances du titulaire dudit marché ;
- Le Recteur de l'IRCAM ou son délégataire peut délivrer au titulaire traitant, sur sa demande et sans frais un exemplaire ou un extrait officiel du contrat portant la mention "exemplaire unique" et destiné à former titre. Les frais de timbres de l'exemplaire remis au titulaire ainsi que les frais de timbres de l'original conservé par le maître d'ouvrage sont à la charge du titulaire.

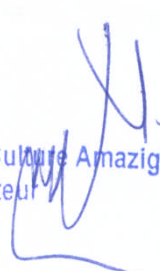
Article 26. Résiliation du contrat

En cas d'abandon des prestations, pour quelles que causes que ce soit, non reconnues par le maître d'ouvrage, ou d'insuffisance d'activité, le contrat sera de plein droit résilié après (15) quinze jours de sommation et après mise en demeure restée infructueuse et sous réserve de tous dommages et intérêts.

En cas de résiliation, il sera fait application des dispositions prévues à cet effet par le C.C.A.G-EMO.

Article 27. Confidentialité

Le titulaire est tenu de respecter l'obligation de confidentialité pour tous les documents et les informations collectés pendant et après la réalisation de la prestation objet du contrat.

Le Prestataire : (Signature précédée de la mention manuscrite « lu et accepté »)	Le Recteur Le 26/09/2023  Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS
--	--

Article 28. Annexe 1 : Bordereau des prix global – Maintenance

N° des prix	Désignation de la prestation	Unité de mesure	Quantité	Prix Unitaire HT DH	Prix Total HT DH
1	Maintenance curative et évolutive	Forfait annuel	1		
2	Maintenance préventive	Forfait annuel	1		
Montant Total HT					
TVA (20%)					
Montant Total TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix détail global à la somme, toutes taxes comprises, de.....